

Foire aux Questions

Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2008 de Transparency International

Généralités

- Qu'est-ce que l'IPC ?
- Comment la corruption est-elle définie dans le cadre de l'IPC ?
- Pourquoi l'IPC se fonde-t-il uniquement sur la perception de la corruption ?

Méthode

- Combien de pays sont-ils couverts par l'IPC 2008 ?
- Suivant quels critères la liste des pays couverts par l'IPC est-elle établie ?
- Pourquoi la liste des pays couverts par l'IPC évolue-t-elle d'une année sur
- Quels nouveaux pays pourraient être inclus dans les prochains IPC ?
- Quelles sont les sources de données pour l'IPC ?
- Qui sont les personnes dont les opinions sont recueillies par les enquêtes utilisées pour l'établissement de l'IPC ?
- Les résultats sont-ils affectés par la publication des classements IPC antérieurs ?
- Comment TI s'assure-t-elle de la fiabilité de l'IPC ?

Interprétation de l'IPC

- Qu'est-ce qui importe le plus, le rang ou la note d'un pays ?
- Le pays ayant obtenu la note la plus faible est-il le pays le plus corrompu au monde ?
- Exemple : que signifie le classement de la Somalie dans l'IPC 2008 ?
- Peut-on comparer les notes des pays inclus dans l'IPC 2008 avec celles des IPC antérieurs ?
- Pourquoi le score de tel ou tel pays, où d'importantes réformes anti-corruption ont été mises en œuvre, et/ou de graves scandales de corruption ont été récemment dévoilés, n'a-t-il pas davantage progressé ?

Evolution des notes entre 2005 et 2007

- Quels sont les pays dont les notes se sont le plus fortement dégradées entre 2007 et 2008 ?
- Quels sont les pays dont les notes se sont le plus fortement améliorées entre 2007 et 2008 ?

Utilisation de l'IPC

- L'IPC est-il une mesure fiable du degré de corruption perçu du pays ?
- L'IPC est-il une mesure fiable pour les décisions relatives à l'allocation de l'aide au développement ?

La lutte de Transparency International contre la corruption et l'IPC

- Comment l'IPC est-il financé ?
- Quelle est la différence entre l'IPC et le Baromètre Mondial de la Corruption (BMC) de TI ?
- Quelle est la différence entre l'IPC et l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs (ICPE) de TI ?

Généralités

Qu'est-ce que l'IPC ?

L'Indice de perception de la corruption de TI classe les pays en fonction de la perception du degré de corruption affectant les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite – une enquête construite à partir d'enquêtes – qui utilise des informations relatives à la corruption rassemblées par des experts et des enquêtes réalisées par différentes institutions indépendantes internationalement reconnues. L'IPC prend en compte des points de vue du monde entier dont ceux d'experts résidant dans les pays évalués. Johann Graf Lambsdorff, professeur d'économie à l'Université de Passau en Allemagne, est responsable de l'élaboration de l'IPC pour le compte Transparency International.

Comment la corruption est-elle définie dans le cadre de l'IPC ?

L'IPC de TI a pour objectif de mesurer la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Les enquêtes utilisées pour établir l'IPC posent ainsi des questions relatives à la corruption de fonctionnaires, au versement de pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, au détournement de fonds publics ou encore à l'action des pouvoirs publics en matière de lutte contre la corruption, incluant de ce fait la question de la corruption administrative et de la corruption politique.

Pourquoi l'IPC se fonde-t-il uniquement sur la perception de la corruption ?

Il est difficile d'évaluer le niveau de corruption affectant les pays en se fondant sur des données factuelles rigoureuses telles que le montant des pots-de-vin ou le nombre de poursuites judiciaires ou de procès. En effet, la fréquence des poursuites traduit moins la prévalence de la corruption dans un pays que la capacité de l'appareil judiciaire de ce pays à la sanctionner et/ou celle des médias à dévoiler des affaires de corruption. Il est donc plus efficace de s'appuyer sur l'expérience et les perceptions de personnes directement confrontées à la réalité de la corruption dans un pays pour rassembler des données pouvant faire l'objet de comparaisons.

Méthode

Combien de pays sont-ils couverts par l'IPC 2008 ?

L'IPC 2008 couvre 180 pays, soit un nombre de pays équivalent à celui couvert en 2007.

Suivant quels critères la liste des pays couverts par l'IPC est-elle établie ?

Pour inclure un pays dans cette liste, un minimum de trois sources distinctes d'informations est exigé. La présence d'un pays sur cette liste dépend uniquement de l'existence d'informations suffisantes et ne fournit aucune indication sur la présence ou l'absence de corruption dans ce pays.

Pourquoi la liste des pays couverts par l'IPC évolue-t-elle d'une année sur l'autre ?

Du fait de l'évolution de la couverture pays de certaines enquêtes utilisées par l'IPC, Porto-Rico a pu être intégré dans la liste, tandis que Grenade, pour lequel deux sources d'informations seulement restaient disponibles, a été exclu.

Quels nouveaux pays pourraient être inclus dans les prochains IPC ?

Transparency International travaille constamment pour augmenter le nombre de pays couverts par l'IPC. Bien que, au minimum, trois sources distinctes soient nécessaires pour établir l'IPC, l'inclusion des pays ou territoires suivants, pour lesquels deux sources de données sont disponibles, pourrait être envisagée : Anguilla, Antigua et Barbuda, Aruba, les Bahamas, les Bermudes, Brunei, les îles Caïman, Fidji, Grenade, le Liechtenstein, les Etats Fédérés de Micronésie, les Antilles néerlandaises, la Corée du Nord, la Palestine, Saint-Kitts-Et-Nevis et Tuvalu. Pour tous ces pays/territoires ci-dessus, il sera nécessaire de disposer d'au moins une source supplémentaire d'information pour envisager une intégration dans l'IPC.

Quelles sont les sources de données pour l'IPC ?

L'IPC 2008 se fonde sur 13 enquêtes différentes réalisées par 11 institutions indépendantes. TI fait tout son possible pour s'assurer de la plus grande fiabilité des sources utilisées et de la parfaite intégrité de la méthodologie des enquêtes. Pour être retenues, les données recueillies doivent être correctement documentées afin que l'on puisse juger de leur fiabilité. Toutes les sources retenues doivent procéder à un classement des pays évalués et mesurer l'ampleur générale de la corruption. Cette condition exclut les enquêtes qui abordent la question de la corruption en lien avec d'autres sujets tels, par exemple, l'instabilité politique, la décentralisation et le nationalisme.

Les données permettant d'établir l'IPC sont transmises à TI à titre gratuit. Certaines institutions n'autorisent pas la divulgation des informations transmises ; d'autres mettent ces informations à la disposition du public. Pour consulter la liste exhaustive des sources d'information utilisées, les questions posées et le nombre de personnes interrogées, vous pouvez vous référer au document de présentation de la méthodologie de l'IPC à l'adresse suivante :

www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2008/methodology ou <http://www.ICGG.org>

Qui sont les personnes dont les opinions sont recueillies par les enquêtes utilisées pour l'établissement de l'IPC ?

Les notes établies dans le cadre de l'IPC reflètent l'opinion d'experts installés à la fois dans des pays industriels et dans des pays en développement, ainsi que l'opinion des milieux d'affaires et d'analystes-pays. Pour chaque pays, les sources utilisées par l'IPC proviennent à la fois d'experts résidents et non-résidents dont les opinions sont en général corrélées.

Les résultats sont-ils affectés par la publication des classements IPC antérieurs ?

L'IPC de TI bénéficie d'un large impact dans les médias internationaux depuis sa première publication en 1995. Cet impact pose la question de l'éventuelle influence exercée par l'indice IPC sur les réponses des personnes interrogées, ce qui présenterait un problème de circularité. Cette hypothèse a été testée en 2006 auprès de 9 000 dirigeants d'entreprise, auxquels il a été demandé - dans le cadre d'une des enquêtes utilisées par l'IPC - si la connaissance des résultats de l'IPC influençait leur jugement. Ils ont indiqué former leur opinion sans se conformer à l'opinion générale. La connaissance de l'IPC peut au contraire inciter les personnes interrogées à se forger leur propre opinion. Ce résultat est une bonne indication de l'absence de circularité de la démarche.

Comment TI s'assure-t-elle de la fiabilité de l'IPC ?

La méthodologie de l'IPC est passée en revue par un Comité Consultatif de l'IPC, composé d'experts internationaux de grand renom dans les domaines de la corruption, de l'économétrie et des statistiques. Les membres du Comité formulent des suggestions méthodologiques pour améliorer l'IPC, la décision finale revenant à la direction de TI sur la base de l'avis scientifique délivré par le professeur Johann Graf Lambsdorff de l'université de Passau

Interprétation de l'IPC

Qu'est-ce qui importe le plus, le rang ou la note d'un pays ?

La note d'un pays est une indication bien plus importante de la perception du degré de corruption d'un pays. Le rang d'un pays peut changer simplement en raison de l'entrée ou de la sortie d'autres pays de l'indice.

Le pays ayant obtenu la note la plus faible est-il le pays le plus corrompu au monde ?

Non. Le pays ayant la note la plus faible est celui où le niveau de corruption est perçu comme étant le plus élevé parmi les pays inclus dans la liste. Il existe plus de 200 nations souveraines dans le monde et le dernier IPC 2008 classe 180 d'entre elles. L'IPC ne fournit aucune information sur les pays absents de la liste.

Exemple : que signifie le classement de la Somalie dans l'IPC 2008 ?

Le degré de corruption affectant la Somalie a été perçu comme étant le plus élevé des pays couverts par l'IPC 2008. Ceci n'indique pas cependant que la Somalie soit le pays le plus corrompu ou que les Somaliens soient les personnes les plus corrompues. Si la corruption est effectivement un défi majeur en termes de gouvernance, de développement et de réduction de la pauvreté en Somalie, la population est, dans sa majorité, victime de la corruption. Les actes de corruption commis par un petit nombre d'individus détenteurs du pouvoir et l'incapacité des dirigeants et des institutions à endiguer ou prévenir la corruption n'impliquent pas qu'un pays ou ses habitants dans leur ensemble soient les plus corrompus.

Peut-on comparer les notes des pays inclus dans l'IPC 2008 avec celles des IPC antérieurs ?

L'Indice donne avant tout un aperçu de l'opinion des milieux d'affaires et des analystes-pays sur la situation de l'année en cours ou des dernières années. Il n'a pas pour objectif d'évaluer l'évolution d'une année sur l'autre. En tout état de cause, toute comparaison dans le temps doit s'appuyer sur les notes du pays concerné et non pas sur son rang dans le classement pour les raisons précédemment indiquées. Le rang d'un pays peut changer d'une année sur l'autre en raison de l'évolution de la perception du degré de corruption dans ce pays ou bien simplement d'une modification de l'échantillon et de la méthodologie de l'IPC. La seule manière d'apprécier de manière fiable l'évolution de la note d'un pays au cours d'une période donnée est de revenir aux différentes sources d'informations utilisées, chacune pouvant refléter une évolution des évaluations.

Pourquoi le score de tel ou tel pays, où d'importantes réformes anti-corruption ont été mises en œuvre, et/ou de graves scandales de corruption ont été récemment dévoilés, n'a-t-il pas davantage progressé ?

Il est difficile d'améliorer les notes obtenues dans le cadre de l'IPC sur une courte période de temps. L'IPC 2008 se fonde sur des données recueillies au cours des deux dernières années et sur des perceptions qui peuvent avoir été formées antérieurement. Cela signifie que l'Indice ne pourra refléter une modification significative de la perception de la corruption qu'après un laps de temps relativement important.

Evolution des notes entre 2005 et 2007

Quels sont les pays dont les notes se sont le plus fortement dégradées entre 2007 et 2008 ?

Les comparaisons dans le temps sont problématiques pour les raisons indiquées plus haut. Toutefois, certaines évolutions peuvent être identifiées avec précaution, dans la mesure où ces évolutions peuvent être reliées à des tendances mises en évidence par les enquêtes source. Ainsi, les scores de la Bulgarie, du Burundi, de la Finlande, de la France, de l'Italie, de Macao, des Maldives, de Norvège, du Portugal, de Somalie, du Timor Oriental, et du Royaume-Uni, se sont dégradés entre 2007 et 2008. Pour ces pays, la modification des perceptions s'est produite au cours des deux dernières années.

Quels sont les pays dont les notes se sont le plus fortement améliorées entre 2007 et 2008 ?

Avec les mêmes réserves et sur la base de données provenant de sources régulièrement utilisées pour l'élaboration de l'indice, des améliorations peuvent être observées entre 2007 et 2008 pour l'Albanie, Bahreïn, le Bénin, Chypre, la République Dominicaine, la Géorgie, l'Indonésie, la Jordanie, l'Île Maurice, le Nigéria, Oman, la Pologne, le Qatar, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, la Corée du Sud, Tonga et la Turquie.

Utilisation de l'IPC

L'IPC est-il une mesure fiable du degré de corruption perçue du pays ?

L'IPC est bon outil pour mesurer la perception de la corruption. En tant que tel, l'IPC a été largement testé et utilisé à la fois par des universitaires et par des analystes. La fiabilité de l'IPC diffère cependant selon les pays. L'indice est particulièrement fiable lorsque l'on dispose d'un nombre élevé de sources qui fournissent des évaluations relativement cohérentes (ce qu'indique un intervalle de confiance restreint) ; il est nettement moins fiable lorsque ces conditions ne sont pas vérifiées.

L'IPC est-il une mesure fiable pour les décisions relatives à l'allocation de l'aide au développement ?

Certains gouvernements ont envisagé d'utiliser l'indice de corruption pour déterminer les pays auxquels l'aide sera accordée. TI n'est pas favorable à une telle utilisation de l'IPC. Les pays perçus comme très corrompus ne peuvent pas être abandonnés – ils ont particulièrement besoin d'aide pour sortir de la spirale corruption/pauvreté.

Si un pays est considéré comme corrompu, les donateurs devraient en déduire qu'il est nécessaire d'investir dans des programmes systémiques pour combattre la corruption. Par ailleurs, lorsque des bailleurs de fonds envisagent de soutenir de grands projets de développement dans des pays perçus comme corrompus, ils doivent porter une attention particulière aux signaux d'alerte et s'assurer que des processus de contrôle appropriés sont mis en place.

La lutte de Transparency International contre la corruption et l'IPC

Comment l'IPC est-il financé ?

Transparency International est financé par diverses agences gouvernementales, fondations internationales et entreprises dont l'aide financière permet l'élaboration de l'IPC. La société Ernst & Young apporte une aide spécifique à l'élaboration de l'IPC. L'acceptation par TI du soutien financier d'une entreprise ne signifie en aucun cas que TI adhère à sa politique et aucun des donateurs de TI n'est impliqué dans la gestion de ses projets. Pour plus d'informations sur le financement de TI, vous pouvez consulter le site : http://www.transparency.org/support_us

Quelle est la différence entre l'IPC et le Baromètre Mondial de la Corruption (BMC) de TI ?

L'IPC mesure le degré de corruption du secteur public perçu par des experts dans les différents pays couverts tandis que le Baromètre Mondial de la Corruption (cf. http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb) s'intéresse à l'attitude et aux expériences du grand public en matière de corruption.

Quelle est la différence entre l'IPC et l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs (ICPE) de TI ?

L'IPC indique le degré global de corruption des pays alors que l'ICPE se concentre sur la propension des entreprises établies dans les principaux pays exportateurs à verser des pots-de-vin à l'étranger – fournissant ainsi des indications sur l'ampleur de 'l'offre' de corruption. Le dernier ICPE a été rendu public en octobre 2006 et peut être consulté à l'adresse suivante :

http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi